

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Un an que le Front populaire est au pouvoir...

C'est l'occasion pour les hommes politiques de gauche de faire le bilan de l'œuvre gouvernementale : Lois sociales, Office du blé, loisirs organisés, confiance rétablie, prospérité ranimée... tous, à l'envi, déclarent un palmarès impressionnant. Ils sont beaucoup moins éloquents pour caractériser leur politique internationale ; ils se contentent de louer le gouvernement Blum d'avoir sauvé la paix. Peut-on dire que, sous le règne du Front populaire la guerre a reculé ; peut-on dire que le nationalisme a décliné, que les intérêts solidaires du prolétariat, par-dessus les frontières, ont été plus clairement affirmés ? Toute la question est là. Or, on doit avouer qu'il n'en est rien, que trop d'arguments prouvent au contraire que l'internationalisme prolétarien a subi un grave échec dans ce pays. Insister serait cruel. Pourtant il faut bien signaler les progrès du mensonge patriote entretenu par la presse de Front populaire, par les manifestations commémoratives (peut-on imaginer quelque chose de plus stupide et dangereusement nationaliste que ces défilés rétrospectifs de soldats français !) par ce *répli national*, selon la formule qu'il utilisait la propagande néo-socialiste, qui frappe les esprits les moins prévenus et que reconnaissent d'ailleurs des écrivains d'extrême-droite, comme Philippe Barrès écrivant dans *Le Matin* que, de la droite à la gauche, tout le monde tend vers une ligne médiane où le socialisme et le patriottisme se rejoignent.

Le même écrivain ajoute, il est vrai, que de tout ce que les gauches concèdent sur le plan national, les droites sont disposées à concéder l'équivalent sur le plan social. Mais nous sommes payés pour savoir ce que signifient ces échanges de bons procédés. Pour le prolétariat le patriotisme est un sentiment désintéressé : pour la bourgeoisie il exprime en phrases élloquentes le désir de défendre ses coffres-forts et d'accroître ses revenus. L'adhésion du prolétariat au patriotism, même s'il se dissimile derrière une pseudo conquête de la patrie, signifie exactement son enchaînement et son enrôlement.

(Suite en 4^e page.) LASHORTES.

Mettons la dernière main au succès de la Tombola

Nous n'avons distribué cette semaine que 12.000 billets ; il nous en reste 28.000 à écouter pour épurer notre stock de 200.000.

J'insiste donc pour que les camarades mettent la dernière main à l'œuvre dont, les uns et les autres, nous avons le droit d'être fiers. Et je leur demande d'enlever ces 28.000 billets dans le délai le plus court.

L'activité de certains militants ne se ralentit d'ailleurs pas.

Dans la région parisienne c'est Tolles qui nous a pris 20 carnets ; Gourdin, de Livry-Gargan, 20 ; Planzer, d'Argenteuil, 40 ; le Musée du soir, 20 ; Dubois, du 18^e, 25 ; Mme Richebourg, 50.

En province, c'est Tocabens, d'Alger, 20 carnets ; Jannier, de Toulon, 25 ; René Lochu, de Brest, 20 ; J. Chourren, Limoux, 20 ; Hourbon, Lille, 25 ; Vandenhove, Liancourt, 20 ; J. Robin, Alger, 50 ; Pedro Garcia, La Bastide-Rouairoux, 20 ; Geslin, Le Mans, 25 ; René Martin, 20.

Du produit de la vente des billets nous avons reçu 75.000 fr. C'est la moitié à peine de la somme que nous attendons. Il faut donc que les amis détenteurs de billets fassent diligence et nous envoient le montant de leur vente au plus tôt, puisque nous ne pourrons fixer exactement la date de la fête et du tirage de la tombola que lorsque la pupart des billets auront été vendus.

Nous disposons déjà de 90 tableaux. Nous atteindrons sans peine la centaine.

Cette semaine, l'ami Claudio nous a fait parvenir le sien, ainsi que le camarade Antral. L'exposition de toutes ces œuvres est décidée pour ces trois jours : samedi 26 juin, dimanche 27 et lundi 28.

Tout va donc très bien. Je suis, personnellement, très satisfait du résultat de la tombola. Je n'osais pas espérer un pareil succès.

SEBASTIEN FAURE.

LA C.N.T. A PARIS

Le Comité National de la C.N.T. nous écrit et nous demande de l'aider à organiser, dans une vaste salle de Paris, un meeting qui revêtira, dans les circonstances actuelles, une importance énorme.

La C.N.T. peut compter sur nous. Comme elle peut compter sur vous tous, n'est-ce pas, camarades ?

Et nous le lui avons fait savoir.

Son grand meeting aura lieu, au Vélodrome d'Hiver, vendredi 18 juin, à 20 h. 30.

Il nous reste huit jours pour faire qu'il soit grandiose et laisse dans tous les esprits une heureuse et inoubliable impression.

C'est plus qu'il n'en faut pour réussir.

A la besogne, compagnons !

L'UNION ANARCHISTE, LE COMITÉ POUR L'ESPAGNE LIBRE, LE LIBERTAIRE.

La Confédération Nationale du Travail (la C.N.T.) d'Espagne a demandé à ses amis de France d'organiser, dans la plus vaste salle de Paris, un meeting au cours duquel, parleront, en son nom, Garcia Oliver et Fédérica Montseny.

Garcia Oliver et Fédérica Montseny sont, à juste titre, classés parmi les meilleurs orateurs de l'Espagne, qui passe, cependant, pour un des pays les plus riches en maîtres de l'Art oratoire.

Il sera donc extrêmement intéressant d'entendre leurs explications ; car la déléation dont ils sont chargés a pour but de porter à la connaissance de la classe ouvrière française tout ce que celle-ci doit cesser d'ignorer.

Nos amis de la C.N.T. et de la F.A.I. savent avec quel intérêt passionné les anarchosyndicalistes et les anarchistes de France ont suivi, au jour le jour, les émouvantes péripéties du drame Espagnol.

Ils savent que, dès le 19 juillet 1936, date à laquelle a éclaté l'odieux complot du sinistre Franco et commencé l'agression de ses horde assassines, nous avons apporté à l'héroïsme de nos camarades, à leur indomptable résistance et,

plus encore, au magnifique labeur d'organisation économique et sociale dont, avec une étonnante audace et un sens révolutionnaire prodigieux, ils ont jeté les fondements.

Ils savent que, sans défaillance aucune et dès la première heure, nous nous sommes solidarisés avec eux, dans le sentiment profond que notre destin était et reste étroitement lié à leur.

Ils savent que, constants efforts nous avons faits pour appuyer leur action sous les formes les plus diverses et les plus efficaces, tant matériellement que moralement.

Ils savent quelle confiance nous avons mise en eux, de quelle affection fraternelle nous les entourons et ils n'ignorent point que nous partageons toutes leurs appréhensions et tous leurs espoirs.

Ils savent que, en toutes circonstances, et le mieux que nous l'avons pu, nous les avons défendus contre les mensonges et les perfidies par lesquels on a tenté de dénaturer leur attitude et de travestir leurs faits et gestes.

Mais ils savent aussi de quelle inquiétude nous avons été saisis à la nouvelle de certaines conclusions qu'ils ont estimé devoir faire.

Ils savent encore que nombre d'entre nous n'ont pas appris leur participation ministérielle sans en être vivement alarmés, je dirai même « bouleversés ».

Ils savent enfin que ceux qui ont subi avec le

plus d'émotion le choc de cette nouvelle sont, précisément, leurs amis les plus fervents et leurs compagnons d'Idée et de lutte les plus actifs, les plus sûrs et les plus affectueux.

Ils savent tout cela nos camarades de la C.N.T. Et c'est en raison de tout ce qui précède qu'ils ont hâte de nous voir et de nous renseigner sur tout ce que nous devons savoir.

Confusément, peut-être, mais d'inspiration à la fois sentimentale et réfléchie, ils ont conscience qu'ils ont en quelque sorte — je ne recule pas devant l'expression — des comptes à rendre, des explications à fournir au prolétariat révolutionnaire international qui les a secondés et continue à les soutenir dans toute la mesure du possible.

Ces explications, ils nous les offrent d'eux-mêmes, spontanément. Ils vont au devant des sollicitations — qu'ils sentent et jugent fondées — que nous serions en droit de leur adresser.

Ces explications seront, nous n'en doutons pas, franches, loyales, sincères, précises et complètes.

Nos amis ont le devoir de nous les apporter ; nous avons, nous, celui d'aller les entendre.

Répondons en foule à leur appel.

Il faut que jusqu'au vendredi 18 juin, les quelque cinq mille auditeurs qui, tout récemment, se sont entassés dans la grande salle de la Mutualité fassent dans leur entourage une propagation intense.

Quel est celui qui, s'il s'en donne la peine, n'est pas capable d'amener avec lui trois ou quatre personnes : amis, parents, voisins, camarades de travail, etc... ?

Si chacun fait cet effort — et pourquoi pas ? — le Vél' d'Hiv' si vaste qu'il soit, sera bondé.

Il faut qu'il le soit. Il sera.

SEBASTIEN FAURE.

LES AMIS DE L'ESPAGNE OUVRIÈRE

LA
C. N. T.
PRENDRA LA PAROLE
AU

Vélodrome d'Hiver

vendredi 18 juin à 20 h. 30

C.N.T. Un passé de vaillance, un programme magnifique, l'avenir du peuple espagnol, voilà ce que ces trois lettres signifient.

C'est le flambeau qui, souvent fois, guida le prolétariat ibérique dans l'action ; c'est l'organisation syndicale qui, le plus résolument, barra la route aux hordes fascistes de Franco.

C'est un monde nouveau en formation ; le travail au-dessus de tout et les politiciens de tout acabit mis hors d'état de nuire aux travailleurs.

Ton amie, peuple de Paris, que tu connaîtras et apprécieras mieux, que tu jugeras à sa réelle valeur lorsque tu auras entendu ses deux orateurs :

FEDERICA MONTSENY

GARCIA OLIVER

deux militants les plus en vue de la Confédération Nationale du Travail ; anciens ministres, tous les deux, du Cabinet Caballero.

ATTENTION ! ATTENTION !

Le Comité National de la C.N.T. fait, pour l'annonce de son meeting, un tirage important d'une très belle affiche quadruple colombier, dont nous reproduisons ci-dessous la disposition.

Aux camarades responsables des groupes de la bantue, aux individualités agissantes de la région parisienne, nous demandons de prendre toutes mesures pour opérer un collage intensif de cette affiche qui leur sera remise toute timbrée.

Nous tiendrons, dès vendredi midi, au Comité pour l'Espagne libre, 26, rue de Crussol, cette affiche à leur disposition ; nous les attendrons ce jour-là jusqu'à 22 heures car nous désirerions que le collage ait lieu samedi et dimanche.

Les camarades colliers habituels pour Paris sont invités à se rendre au même endroit, le même jour.

LEON BLUM, DANS SON DIS COURS, DIMANCHE, à LUNA PARK, A « OUBLIE » D'INDIQUER POURQUOI CEUX QUI ONT REFUSE DE PARTICIPER À LA GUERRE EN 1914 NE SONT PAS AMNISTIES.

CECI JUGE LA POLITIQUE DE PAIX DE LEON BLUM.

La vraie leçon d'Almeria

Malgré les clamours poussées par les propagandes hitlérienne et stalinienne à propos d'Ibiza et d'Almeria, tout donne à penser que cet épisode nouveau du sanglant chantage exercé en Espagne sur l'Angleterre et sur la France par les antagonistes de Berlin et de Moscou aura été vain.

Déjà l'on peut prévoir le moment où l'Allemagne et l'Italie rééclipseront sous la houlette britannique leur place au Comité impérialiste de Londres et où, aussitôt après, l'Angleterre qui n'est pas prête à la guerre, reprendra avec la France qu'elle prie à ses volontés, avec l'Allemagne, la Belgique et l'Italie, cette fameuse négociation d'un néo-Locarno occidental d'où, en dépit du pacte franco-soviétique, la Russie risquerait d'être exclue avec toute sorte de bonnes paroles.

Cette perspective — on le pense bien — sourit, guère à Staline qui préfère mille fois une bonne guerre indivisible à la solitude dans les deux branches de la tenaille germano-japonaise.

Aussi, tout en guettant l'occasion — en Espagne ailleurs — de se mettre à nouveau en travers du compromis impérialiste en Occident dont il redoute de faire les frais, fait-il donner la garde.

La garde, ce n'est pas, on le pense bien, la vieille garde bolchevik qu'il a depuis longtemps « liquidée », moralement et dont il poursuit avec ténacité l'anéantissement physique.

La garde, en juin 1937, c'est Dimitrov, commis par lui, en qualité de secrétaire de l'Internationale communiste (sic), aux affaires de l'impérialisme russe dans le mouvement ouvrier, là où, du moins comme en France, le mouvement ouvrier se laisse dupé par les exploiteurs soviétiques et leurs valets.

Sous le titre : « La leçon d'Almeria », l'*Humanité* publiait dimanche dernier un article dudit Dimitrov où, mal fâché de l'hypocrisie la plus grossière, s'établait la déchéance ignominieuse de la 3^e Internationale.

Il peut paraître incroyable que, dans un long document consacré par le leader d'une internationale révolutionnaire au communisme à la révolution espagnole et aux interventions allemande et italienne en Espagne, les mots *bourgeoisie*, *capitalisme*, *impérialisme* ne figurent même pas.

Il en est pourtant ainsi et c'est en vain qu'au long de quelques trois cents lignes de ce factum révélateur, on chercherait ces vocables sans lesquels un révolutionnaire ne saurait rendre compte de la réalité sociale internationale.

Pauvre réalité ! Qui la reconnaîtrait sous les oripeaux dont Dimitrov l'affuble ?

Sous la plume de ce singulier marxiste, de cet étonnant chevalier de la lutte des classes et de la révolution sociale, la révolution espagnole n'est plus qu'une « lutte de la liberté et de l'indépendance de l'Espagne » contre « l'intervention allemande et italienne ».

L'impérialisme allemand, l'impérialisme italien, quels accès ? Il n'y a plus que le fascisme.

L'impérialisme anglais, l'impérialisme français ? — Dimitrov les ignore. Ils ne sont plus pour lui tantôt que les « Etats non fascistes » (sic), tantôt que « les grandes puissances occidentales » (resid).

En France et en Angleterre comme en Espagne, la bourgeoisie et le capitalisme ont magiquement disparu.

Quant à la Russie, eh bien ! c'est encore mieux : l'existence de la Russie n'est même pas mentionnée.

Bref la lutte de classe en Espagne et les antagonismes impérialistes en Europe se réduisent finalement à une petite histoire comme quoi le monstre fasciste, allemand et italien, vont dévorer la nation espagnole et déchainer la guerre, comme quoi en conséquence il faut que les communistes les socialistes et les syndicalistes s'unissent « dans une unité d'action internationale » pour obliger « les gouvernements anglais et français d'entreprendre des démarches énergiques », « pour juguler les brutes fascistes ».

On croit rêver, mais tout s'éclaire quand on se rappelle qu'il ne s'agit pour Moscou que de se servir du mouvement ouvrier occidental (y compris la révolution espagnole) comme d'un moyen de pression sur les gouvernements anglais et français.

Entrainer par tous les moyens les impérialismes anglais et français à masquer démocratique dans sa querelle avec les impérialismes allemand et italien à masquer fasciste, réaliser à cette fin une unité d'action commun-socio-syndicale contrôlée par ses stipendiés « communistes », détournée de la lutte anticapitaliste et antiimpérialiste, en Espagne comme partout, et dressée contre l'Allemagne et l'Italie, tel est en effet maintenant l'unique dessein de l'impérialisme russe à masquer soviétique, même si une guerre généralisée doit en résulter.

Eh bien ! non, camarades ouvriers communistes, socialistes et cégétistes, telle n'est pas la leçon que nous tisons, nous, d'Almeria.

Nous savons que la guerre impérialiste, c'est-à-dire toute guerre qui implique l'union sacrée des exploiteurs avec leurs exploiteurs — rappelvez-vous 1914 ! — est

Lire en 3^e page :

Les socialistes madrilènes pour l'unité avec la C.N.T. contre les diviseurs bolchevistes

la mort de la révolution, l'anéantissement du mouvement ouvrier dans le défilé chauvin et le massacre, la perte des libertés ouvrières sous l'état de siège.

Nous savons qu'une guerre européenne des « démocraties » contre les « fascismes » anéantirait les possibilités de développement de la révolution espagnole, tout au moins qu'une victoire de Franco et de ses alliés allemands et italiens.

Aux travailleurs, qui n'ont pas de patrie — en Russie pas plus d'ailleurs — nous disons qu'ils n'ont rien à voir dans les querelles des exploitants et des privilégiés, qu'entre la peste hitlérienne et le choléra staliniens ils n'ont pas à choisir.

JEAN BERNIER.

L'effort doit se poursuivre

Nous avons donné dans notre dernier numéro les raisons de l'augmentation du LIBERTAIRE. Si cette mesure nous permet de combler une partie du déficit causé par les augmentations successives chez l'imprimeur et l'expéditeur, elle n'assurera pas définitivement l'équilibre de la gestion financière du LIBERTAIRE.

L'abonnement restera toujours pour le LIBERTAIRE la ressource la plus sûre parce que la plus régulière.

Si nous voulons faire du LIBERTAIRE un grand journal, si nous voulons le voir paraître régulièrement sur grand format avec 8 pages. Il faut que tous, nous mettions à la tâche pour le collectage des abonnements. IL NOUS FAUT 5.000 ABONNEMENTS.

Chaque jour nous recevons des abonnements nouveaux. Tous les militants de l'U.A. doivent donner l'exemple. Chaque lecteur au numéro doit devenir un abonné.

With the good will of all, we will soon have 5,000 subscribers.

L'ABONNEMENT AU LIBERTAIRE NE COUTE QUE 22 FR. POUR UN AN.

BULLETIN D'ABONNEMENT

FRANCE ETRANGER

52 Nos ... 22 fr. 52 Nos ... 30 fr.
28 Nos ... 11 fr. 28 Nos ... 15 fr.

Chèque postal : Scheck André, Paris 487-78
9, rue de Bondy (10^e)
Téléphone : BOT 278-68-27

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de
à partir du pour la somme de
dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

Nom (1)
Ville :
(1) Ecrire très lisiblement.

....., le 193

Adresse :
Département :

Le front de la liberté

Il nous manquait un front : le front de la Liberté.

Ce vide est comblé.

L'initiative de cette formation politique a pour auteur... devinez qui ?

Mais vous le savez déjà : c'est Jacques Doriot.

Le bonhomme a tous les culots.

Durant une douzaine d'années, il a été un des personnages les plus considérables du Parti communiste. Chaque fois que ce parti était appelé à prendre position sur un problème de doctrine ou de tactique, c'est Jacques Doriot qui, officiellement, c'est-à-dire au nom du Parti communiste, faisait connaître, dans la presse et au Parlement, cette position.

Défense expresse aux cellules, aux rayons, aux membres du Parti de discuter le point de vue du Comité Directeur ou du Bureau politique dont Doriot était l'inspirateur, le véritable chef et le porte-parole.

Malheur à qui se permettait de critiquer, si peu que ce soit, la position adoptée et le mot d'ordre qui s'ensuivait.

Si ce « malavisé » était inscrit au P.C., il en était exclu sans rémission et les foudres de l'excommunication majeure s'abattaient sur lui, il devenait une sorte de lépreux, de maudit, de pestiféré avec lequel tout contact était interdit.

Nanti, la veille encore, de toutes les qualités, pourvu de toutes les vertus : courage, abnégation, dévouement, savoir, talent, etc..., il était, du soir au lendemain, dépouillé de tous ces mérites, accusé d'outrages, frappé de tous les mépris, voulus aux pires malédictions.

Si le critiqueur n'appartenait pas au Parti, il était abreuvi d'injures : petit bourgeois, contre-révolutionnaire, agent provocateur, vendu au capitalisme... au cœur infâme où lui était épargnée.

C'est à ces us et coutumes du plus abject despotisme, de la dictature la plus brutale et la plus autoritaire que Doriot — qui était, alors, l'idole du Parti communiste — a présidé des années durant, jusqu'au jour où son tour vient de subir le sort qu'il avait infligé aux autres ; et — juste retour des choses d'ici bas — il est, aujourd'hui, traité par ses admirateurs et associés d'hier comme le serait l'être le plus vil et le plus dégoûtant qui soit.

On voudra bien reconnaître que, lorsqu'on traîne derrière soi un tel passé (et la vie politique de Doriot n'en comporte pas d'autre) on est peu qualifié pour se camper en champion de la Liberté, lever contre les autres « fronts » l'étendard de la pure et sainte Liberté et appeler qui que ce soit à combattre sous les plus sacrés de ce glorieux drapeau.

Doriot a, pourtant, cette insurpassable impudence.

Toutefois, il se garde bien de s'adresser aux « Libertoires ». Il n'a pas perdu toute compréhension et il sait pertinemment que les hommes épris non pas de la caricature mais du véritable visage de la Liberté répondraient par le mépris à cette offre aussi insultante que dérisoire.

Il a porté ses vues ailleurs : et, dans le but de recruter les effectifs, vaillie que vaillie, dont a besoin le Front de la Liberté, Doriot qui entend en être le chef, a fait appel à des hommes qui ont de la Liberté la même conception que lui.

Ces hommes s'appellent Casimir de la Rocque, Pierre Taittinger, Philippe Henriot, Michel Decazes, Fernand Laurent, Joseph Denais et quelques autres de même larine : la fine fleur de la Bourgeoisie réactionnaire, le dessus du panier des Ligues fascistes.

Ah ! la belle équipe ! Doriot et ses lieutenants ne sont tout de même pas inintelligents. Ils savent fort

bien que les chefs et les troupes qu'ils convient à former avec eux le Front de la Liberté sont les plus enragés ennemis de celle-ci.

Mais le Généralissime Doriot et son Etat-Major ont beau taper sur la grosse caisse de la réclame et se vanter d'être à la tête d'un nombre déjà formidable (?) d'adhérents, ils ne parviennent à tromper personne (eux, moins encore que quiconque) ; ils se rendent bien compte que, pour engager la bataille et la gagner, le « Doriotisme » ne dispose que de troupes pas trop insuffisantes.

Alors, on fait ce qu'on peut et comme on peut.

On commence par tendre la main à tous les mécontents et on sait que les déçus, les envieux, les aigris, les malchanceux, sont partout et toujours légion.

On leur demande néanmoins de venir, si on vous l'envoie.

Et alors, on fait ce qu'on peut et comme on peut.

On commence par tendre la main à tous les mécontents et on sait que les déçus, les envieux, les aigris, les malchanceux, sont partout et toujours légion.

On leur demande néanmoins de venir, si on vous l'envoie.

Et alors, on fait ce qu'on peut et comme on peut.

On commence par tendre la main à tous les mécontents et on sait que les déçus, les envieux, les aigris, les malchanceux, sont partout et toujours légion.

On leur demande néanmoins de venir, si on vous l'envoie.

Et alors, on fait ce qu'on peut et comme on peut.

On commence par tendre la main à tous les mécontents et on sait que les déçus, les envieux, les aigris, les malchanceux, sont partout et toujours légion.

On leur demande néanmoins de venir, si on vous l'envoie.

Et alors, on fait ce qu'on peut et comme on peut.

On commence par tendre la main à tous les mécontents et on sait que les déçus, les envieux, les aigris, les malchanceux, sont partout et toujours légion.

On leur demande néanmoins de venir, si on vous l'envoie.

Et alors, on fait ce qu'on peut et comme on peut.

On commence par tendre la main à tous les mécontents et on sait que les déçus, les envieux, les aigris, les malchanceux, sont partout et toujours légion.

On leur demande néanmoins de venir, si on vous l'envoie.

Et alors, on fait ce qu'on peut et comme on peut.

On commence par tendre la main à tous les mécontents et on sait que les déçus, les envieux, les aigris, les malchanceux, sont partout et toujours légion.

On leur demande néanmoins de venir, si on vous l'envoie.

Et alors, on fait ce qu'on peut et comme on peut.

On commence par tendre la main à tous les mécontents et on sait que les déçus, les envieux, les aigris, les malchanceux, sont partout et toujours légion.

On leur demande néanmoins de venir, si on vous l'envoie.

Et alors, on fait ce qu'on peut et comme on peut.

On commence par tendre la main à tous les mécontents et on sait que les déçus, les envieux, les aigris, les malchanceux, sont partout et toujours légion.

On leur demande néanmoins de venir, si on vous l'envoie.

Et alors, on fait ce qu'on peut et comme on peut.

On commence par tendre la main à tous les mécontents et on sait que les déçus, les envieux, les aigris, les malchanceux, sont partout et toujours légion.

On leur demande néanmoins de venir, si on vous l'envoie.

Et alors, on fait ce qu'on peut et comme on peut.

On commence par tendre la main à tous les mécontents et on sait que les déçus, les envieux, les aigris, les malchanceux, sont partout et toujours légion.

On leur demande néanmoins de venir, si on vous l'envoie.

Et alors, on fait ce qu'on peut et comme on peut.

On commence par tendre la main à tous les mécontents et on sait que les déçus, les envieux, les aigris, les malchanceux, sont partout et toujours légion.

On leur demande néanmoins de venir, si on vous l'envoie.

Et alors, on fait ce qu'on peut et comme on peut.

TOUJOURS LE BAGNE D'ENFANTS

POUR EN FINIR

Qu'on nous pardonne de revenir en quelque sorte sur les mêmes sujets, mais notre position nous conduit fatidiquement à parler plus particulièrement de ce que les autres s'emploient à faire et à étouffer.

C'est ainsi que j'ai cherché vainement, dans le flot d'éloquence qui déferle dimanche aux quatre coins du pays un seul mot, une seule allusion, même voilée à l'Ammnistie. Pourtant Blum, Daladier, Paul Faure et bien d'autres de moindre envergure ont dans leurs discours exposé ce qui avait été fait par le Front populaire au pouvoir. A leurs électeurs, ils avaient bien il y a un an promis l'amnistie. Le fait qu'elle soit lettre morte vaut bien une explication.

Mais, cette question de simple bon sens, l'électeur moyen ne se la pose pas une minute. Il n'y a même jamais réfléchi de sa vie. C'est précisément pour cela qu'il vote d'ailleurs.

D'autre part et comme c'est la coutume, le scandale des bagnes d'enfants, après avoir pris toutes les apparences d'un raz-de-marée qui allait tout submerger, s'est réduit à un tout petit clapotis. La meilleure preuve qu'en puisez donner est qu'à Eysies, la maison mortuaire, un enfant est encore actuellement aux fers et au pain sec pour huit jours. Motif ? En passant dans le jardin de

l'effacement, un curé supplante la prison, il a dérobé une fleur.

Et Alexis Danan qui narre le fait, dit en s'adressant à Marc Rucart : « Malgré vos sanctions, Monsieur le ministre ? Mais où sont donc les sanctions prises par M. Marc Rucart ? Oublie-t-on que dans ce bagne d'enfants il y a eu un peu de temps un pupille condamné à la folie perpétuelle des suites d'un coup de sabre donné par un gardien et en dernier lieu le petit Roger Abel assassiné par le personnel de ce sinistre établissement. Or, pour ces crimes prémedités et accomplis froidement on a tout juste remercié le docteur Guy, médecin d'Eysies. On a « blâmé » le directeur Moufflet, en lui retardant un peu son avancement. On n'a rien fait contre les brutes qui servent de gardiens. Et quant à celui qui, frappant de son sabre un jeune détenu l'avait rendu fou, le garde-chiourme Griffoul, le tribunal correctionnel l'a condamné à 50 francs d'amende, et comme on ne peut pas lui redonner le service immédiatement dans les geôles, et que d'autre part, on considère à la direction pénitentiaire qu'il est victime d'un accident banal, on ne lui a pas coupé les bénéfices de sa profession. Et le gardien Griffoul se présente chaque fin de mois à la prison d'Eysies pour y toucher sa solde !!!

Ainsi donc, c'est vu, c'est dit, c'est prouvé. On peut impunément, quand on est médecins de pénitencier, directeur de maison de correction ou porte-clés dans un bagne d'enfants, satisfaire ses besoins sadiques de meurtre, de brutalité ou de pédérastie sur de jeunes sujets. Les peines encourues (quand on se fait prendre, quand le scandale transpire et que ça se sait au dehors) sont minimales. Voilà la société magnifique, le pays civilisé qu'il faut défendre, la justice qui se permet de juger de condamner ! Voilà la société qui s'arrache le droit d'envoyer à l'échafaud, sans preuves, un Soclay, présumé coupable du meurtre d'une petite fille. Si Soclay avait été directeur d'une maison de redressement ou simplement garde-chiourme dans cet établissement, il aurait eu à volonté des petits enfants et on l'aurait payé pour les frapper, les martyriser, leur voler ce qu'ils reçoivent dans leurs maigres colis et même s'il était homosexuel, satisfaire sur eux ses fantaisies. Car ce sont là les meurs de tous les gardiens de bagnes d'enfants.

Mais l'éccureum humain a des limites et nous disons comme les braves bougres et les rédacteurs de grands journaux : « Il faut que ça cesse ! »

Oui, il faut que ça cesse, mais ce n'est pas un ministre qui changera cet état de choses. Il n'y a pas à attirer l'attention de M. Marc Rucart sur tel fait. M. Marc Rucart s'en faut ! Il est le représentant d'un ordre social qui ne peut tenir que grâce aux casernes, aux prisons et aux bagnes d'enfants. Il ne va pas détruire les assises de la société dont il est bénéficiaire pour faire plaisir à quelques cours généreux et calmer quelques âmes sensibles ! Pas plus que M. Daladier, partisan de la Patrie et partant de l'Etat-major, de Biribi et des fusiliers pour l'exemple, va accorder une amnistie qui mettrait sur un pied d'égalité les hommes de cœur qui ont refusé d'assassiner et la bande d'imbéciles d'anciens combattants qui ont troqué une de leurs pattes ou un abatis contre une médaille en fer blanc qu'ils arborent solennellement en défilant derrière le torchon tricolore !

Répétons-le encore. C'est aux hommes décidés de faire leur salut eux-mêmes. Les ministres ne sont que des quantités négligeables, et tant qu'on leur fera confiance, il n'y aura rien de fait.

Une ligue des anciens pupilles des maisons de correction qui auraient juré de mettre fin au scandale des bagnes d'enfants, avec des moyens d'action plus énergiques, son décret de ministre, aurait singulièrement plus d'effet sur les bourreaux de gosses que les « sanctions » de M. Marc Rucart. Qu'attendons-nous pour la fonder ?

MAURICE DOUTREAU.

Il n'y a pas de bateaux à pleurer, ce seraît à mourir de rire.

Ne rions pas.

Une mise au point

Lettre ouverte au Parti Communiste

Le Groupement Socialiste Madrilène qui, il y a peu de temps encore appuyait si loyalement le Parti Communiste lequel, en contre-partie, désignait le camarade Largo Caballero comme le vrai « Lénine espagnol » a adressé au même Parti Communiste la très intéressante lettre que nous reproduisons ci-après et dont la valeur politique n'échappera certainement pas à la perspicacité de nos lecteurs :

« Au Comité Provincial du Parti Communiste.

Chers camarades,

Par tempérament et par principe, nous sommes ennemis de toute situation équivoque, raison fondamentale de cette lettre.

Ce Comité a toujours eu pour habitude d'agir loyalement ; pour cela même, tous nos adhérents et sympathisants à notre Groupement conservent l'entièreté de leur liberté de manifester leurs opinions, qu'elles soient favorables ou contraires à notre ligne de conduite.

Pour éviter tout jugement erroné ou fausse interprétation de notre attitude, nous affirmons catégoriquement que le Comité du Groupement Socialiste Madrilène s'est toujours préoccupé, sans tenir compte des différences de tactique employées au sein de notre Parti, de fortifier celui-ci, de le défendre et de lutter pour son plus grand prestige, en montant la garde contre toute ingérence étrangère, plus ou moins déguisée. Ce Comité affirme également qu'il est le seul juge de tous les actes de faiblesse ou de trahison qui pourraient se produire parmi ses adhérents.

Une fois cette déclaration faite, nous informons que si nous n'admettons aucune autorité supérieure ni glorification d'aucune personnalité, nous devons reconnaître, par contre, certaine affinité de tactique entre la politique syndicale ou sociale de notre organisme et celle de notre camarade Largo Caballero et de ses amis. Notre Comité continue donc à croire à la nécessité d'une unité politique avec votre Parti et d'une unité syndicale si possible avec la C.N.T. ou, tout au moins, d'un pacte d'union dans notre lutte contre l'ennemi commun : le fascisme. A maintes reprises, vous vous êtes déclarés conformes avec cette tactique et aujourd'hui encore votre presse se fait l'écho de votre accord de principes, en termes sonores et éloquents.

Mais si votre propagande d'unité n'a glorifié la personnalité de Largo Caballero à laquelle vous avez contribué plus que personne, ne vous ont empêchés (et c'est là un double jeu bien peu noble, en vérité !) de chercher à supplanter le Parti socialiste partout où vous avez pu l'atteindre. C'est seulement lorsque Largo Caballero et ses amis, ouvrant et pensant en véritables socialistes, se sont opposés à vos ambitions personnelles, que vous avez jeté bas le masque. Vos agissements déloyaux ont démontré clairement que votre seul souci était, non pas de réaliser l'unité d'action pour elle-même, mais bien au contraire de vous servir de cette unité pour absorber complètement tous les autres seigneurs politiques qui y auraient adhéré. Ces faits vous ont amenés, et ce fut là un manque total du sens de vos responsabilités dans le moment actuel, à provoquer une crise d'une gravité telle que l'unité d'action rencontre aujourd'hui des obstacles presque insurmontables, et qu'il sera difficile d'en poursuivre la réalisation dans l'avenir. Votre manque de vision politique a créé un certain sentiment de méfiance dans la sincérité de vos manifestations, quelle que soit la fraction de notre Parti à laquelle vous vous dirigez.

Si à tout cela nous ajoutons l'œuvre de diffamation que vous avez entreprise contre le camarade Largo Caballero, aussi bien dans les meetings à l'arrière, que dans les tranchées de première ligne avec la violence de langage qui vous caractérise, arguments qui d'ailleurs ont servi à dévoiler l'œuvre nulle de votre Parti dans un gouvernement non présidé par Largo Caballero, nous devons reconnaître, par contre, que vous avez sérieusement contribué, par votre attitude, à éclairer l'opinion de ceux qui vous suivent jusqu'à alors. Un fait certain découle de tout cet exposé : c'est que si le désir d'unité persiste encore, ce n'est certainement plus avec vous.

Mais, si même tout ce que vous affirmez

était vrai, notre Groupement estime que, sans vous soumettre inconditionnellement à personne et dans le seul intérêt du pays, vous ne deviez pas transporter ces querelles politiques dans les tranchées.

Comme notre silence dans cette affaire pourrait faire croire à une reconnaissance tacite de notre part de votre attitude, et en raison des bonnes relations que nous avions toujours maintenues jusqu'à présent avec votre Parti, nous nous voyons obligés de vous manifester publiquement notre opinion, considérant par cela même accompli notre devoir envers le pays et envers nos idées. La sincérité que nous avons toujours mise au service de l'unité d'action reste encore et restera notre unique consigne politique. Nous avons tout mis en œuvre pour écarer toute velléité d'« absorption » et avons toujours recommandé à nos adhérents de mettre toute leur valeur personnelle au service de tous, sans jamais pour cela se laisser dominer par personne, au seul préjudice de leur propre dignité.

Et nous terminons, camarades communistes, par cette demande : si vous désirez sincèrement l'unité, sans aucune intention secrète, abandonnez la campagne de diffamation que vous avez entreprise contre le camarade Largo Caballero, non plus seulement pour ce qui l'affecte personnellement, mais surtout pour ce qu'il a toujours représenté et représente encore (parmi nous) ; cette campagne fut-elle appuyée par certains éléments plus ou moins autorisés de notre Parti. C'est une représentation socialiste qui vous parle ainsi et qui désire collaborer à une action commune avec votre Parti, mais qui ne pourrait y consentir si vous persistez plus longtemps dans votre attitude.

Cordialement à vous.
Pour le Groupement Socialiste Madrilène.
Le Président : J. GOMEZ-AGUDO.
Le Secrétaire : J. ALONSO.

UN VERITABLE DOCUMENT

« Apuntes históricos de la révolution española »

Un livre d'une documentation remarquable vient de paraître en espagnol. « Solidaridad Obrera » le présente à tous ceux qui aiment la vérité, à ceux qui veulent véritablement connaître toute l'époque qui précéda le soulèvement fasciste du 19 juillet 1936.

Après une analyse serrée de tous les abus de l'époque monarchiste que nos camarades connaissent en partie, nous voyons dans ce chapitre « du 14 avril au 19 juillet » comment Alcalá Zamora, président de la République, aviat pris le 19 février 1936, toutes ses dispositions pour remettre le pouvoir aux militaires. Comment Azaña l'évita à ce moment.

Quel effroyable réquisitoire ce chapitre « Casares Quiroga et le Général Mola » dans lequel nous assistons au triomphe du Frente Popular et à Casares Quiroga ministre de la guerre notamment Mola général de division en Navarre ; toute l'Espagne assistait effarée à la préparation ouverte du soulèvement, Mola recevant à Pamplone les émissaires monarchistes. Puis la révolte...

Cet ouvrage est toute l'histoire de cette seconde république espagnole du 14 avril 1931 qui se termina le 19 juillet 1936. Tous les types politiques avec leurs tares défilent devant cinq ans.

Miguel Maura choisi comme ministre de l'Intérieur pour mettre la ceinture aux travailleurs qui ne seraient pas d'accord avec la république ultra-bourgeoise ».

Gil Robles, l'homme de la Compagnie de Jésus avec Alcalá Zamora.

Azaña qui tenta tout de même de lutter contre les curés et les militaires... dans le cadre bourgeois.

Marcelino Domingo qui prend Thiers en toutes circonstances pour modèle d'homme d'Etat ; etc., etc.

Nous voyons l'énergie tromperie que fut la réforme agraire ;

Nous voyons la bureaucratie croître et empêcher et les requins en action. Les députés des Cortes toucheant des sommes devant lesquelles pâliraient nos députés ;

Nous restons stupéfaits devant Prieto mil-

lionnaire, faisant semblant de combattre la Telefonica ; mais intervenant en faveur des cent deux compagnies de chemin de fer (17.000 km au total) qui comptaient l'Espagne ! pour augmenter les tarifs, mais les chemins continuent à gagner de quatre à huit pesetas par jour.

Nous assistons à la misère croissante du prolétariat ; à l'Eglise plus puissante que jamais.

En un mot cet ouvrage de près de cinq cents pages est peut-être le plus remarquable qui ait paru sur la « République des travailleurs » qui disparaît.

C'est un « l'accuse » impitoyable, preuves à l'appui contre tout le système démocratique, contre tout système parlementaire et capitaliste. C'est la preuve irréfutable que le prolétariat n'aura jamais rien à attendre des partis politiques, quel que soit leur programme, quelle que soit leur étiquette, quels que soient les hommes.

C'est un livre à lire. — M. G.

Aujourd'hui plus que jamais s'impose l'unité des travailleurs

D'un intéressant et détaillé rapport qu'un de nos bons camarades qui a vécu les derniers événements de Catalogne, a réalisé, nous extrayons la conclusion qui fort justement exalte l'unité syndicale seule capable de mettre en déroute les manœuvres politiciens aux ordres de la bourgeoisie réactionnelle et du stalinisme.

Personne n'a le droit d'empêcher l'union contre les travailleurs. Les deux Centrales Syndicales souhaitent la réalisation d'une entente pour l'exécution de la grande œuvre d'émancipation sociale de la Société de demain, espoir des prolétaires. Personne n'a le droit de spéculer sur les intérêts de la classe ouvrière. Personne n'a le droit de prétendre que les carnets syndicaux constituent une barrière infranchissable pour le rapprochement idéologique. Les ouvriers, en obéissant aux ordres de retour au travail, ont donné une preuve éclatante de leur ardent désir d'union syndicale.

Les multiples manifestations de fraternité qui se produisirent dans toutes les usines et fabriques démontrent clairement la volonté de la classe ouvrière d'en arriver rapidement à une base d'entente et de fusion afin d'éviter que les éléments troubles de l'extérieur puissent spéculer avec leurs intérêts.

Les cris de « Vive l'unité syndicale et mort au fascisme » qui se sont fait entendre dans les rangs des travailleurs ont certainement découragé les éléments provocateurs qui espéraient à la suite de leur action vénéneuse, voir continuer la lutte et poursuivre dans l'ombre leur œuvre défaillante, aux ordres du fascisme criminel. La campagne défaillante des provocateurs ne cessé pas encore, mais l'atmosphère de haine est déjà complètement dissipée parce que les travailleurs de la C.N.T. et de l'U.G.T. ne se sont pas laissés entraîner sur le terrain où prétendaient les meneurs tous ceux qui haïssent à mort toutes les conquêtes économiques et sociales du 19 juillet.

Ces éléments troubles ne sont que le résidu de la vieille bourgeoisie qui continue son œuvre ténèbreuse de discrédit des œuvres de caractère social réalisées par la classe ouvrière. Ces tristes sires ne peuvent se résigner au triomphe de cette nouvelle économie que les travailleurs ont bâtie en harmonie avec leur vieil idéal, réalisation qui fournit des résultats de plus en plus remarquables, qui donne du travail à tous les chômeurs et qui a fait disparaître presque complètement le triste et humiliant spectacle de la mendicité publique. Tout cela, et bien d'autres choses encore, ne peut être compris par ces rejetons pourris de la bourgeoisie moribonde et qui ne s'attendaient guère à trouver chez les ouvriers les capacités constructives dont ils ont fait preuve. A cause de cette réalité et lorsqu'ils se rendent compte que la défaite de Franco était inévitable ils essaieront, par tous les moyens de semer à profusion la graine de la discorde parmi la grande famille prolétarienne. C'est leur dernière ressource. Les ouvriers qui ont compris la véritable portée de cette lourde manœuvre doivent répondre par l'unité syndicale, arme décisive qui barrera la route aux arrivistes et aux provocateurs. Le mensonge et la calomnie ne trouveront pas place dans les rangs des ouvriers évidemment unis pour l'éducation d'une société plus juste et plus humaine que celle que nous combattons aujourd'hui par les armes.

Place à l'unité du Proletariat !

tionnaire, faisant semblant de combattre la Telefonica ; mais intervenant en faveur des cent deux compagnies de chemin de fer (17.000 km au total) qui comptaient l'Espagne ! pour augmenter les tarifs, mais les chemins continuent à gagner de quatre à huit pesetas par jour.

Nous assistons à la misère croissante du prolétariat ; à l'Eglise plus puissante que jamais.

En un mot cet ouvrage de près de cinq cents pages est peut-être le plus remarquable qui ait paru sur la « République des travailleurs » qui disparaît.

C'est un « l'accuse » impitoyable, preuves à l'appui contre tout le système démocratique, contre tout système parlementaire et capitaliste. C'est la preuve irréfutable que le prolétariat n'aura jamais rien à attendre des partis politiques, quel que soit leur programme, quelle que soit leur étiquette, quels que soient les hommes.

C'est un livre à lire. — M. G.

Le service technique crée le recensement économique de la Catalogne, servant de base pour connaître le baromètre économique et malter en rapport la production et la consommation.

Sous l'impulsion de Santillan, le C.A.I.R.N. (Conférence pour l'approvisionnement des ressources naturelles), et des commissions techniques pour étudier l'implantation de nouvelles industries, furent créées. Ces commissions sont composées d'ingénieurs spécialisés. Elles travaillent suivant le plan tracé par le conseiller à l'économie, Santillan, l'une d'elles s'occupe de la mise en valeur des bauxites et de l'aluminium ; de l'électrification de la Catalogne, de l'installation des tramways, de la fabrication de produits pour substituer en partie l'essence, de la production des fibres textiles, de la fabrication du carbonate de soude, de l'intensification de la production cinématographique.

LES RESERVES HYDRO-ELECTRIQUES

Catalogne, comme dans le reste de l'Espagne, il y a d'abondantes réserves hydroélectriques inemployées. Des millions de Kilowatts se perdent ainsi faute de centres électriques utilisant les dénivellations de nos rivieres.

On se propose maintenant d'électrifier la ligne Manresa-Lérida, Barcelone-Tarragona. Déjà les travaux sont en cours.

Le charbon laisse beaucoup à désirer en Catalogne. Mais l'exploitation des bois est insuffisante. Il peut en être tiré un

Un témoignage vécu

Quatre mois en Catalogne

2

Bien que sortant d'une longue période de persécutions diverses, exercées contre eux par tous les gouvernements qui se sont succédé jusqu'alors, y compris ceux de la République de 1931 à 1936 : fermeture des locaux de leurs organisations, arrestations et déportations en masse, mises hors la loi et même l'assassinat de nombreux camarades, les anarchistes espagnols, toujours prêts à la lutte et animés d'un courage jamais égalé, ne furent pas autrement désembrassés par la révolte des militaires en juillet 1936.

Habituellement qu'ils étaient à la lutte même armée avec les forces de coercition et à l'encontre des partis politiques espagnols qui, comme ceux de partout, étaient engagés de réformisme et imprégnés de légalisme bourgeois, les admirables efforts fournis par nos amis anarchistes déclinent de place.

Aussi, les ouvriers espagnols, les travailleurs authentiques, gagnés par l'unité et le dynamisme des camarades de la C.N.T. F.A. I. devaient-ils bientôt suivre les directives anarchistes et adhérer en masse à la Confédération Générale du Travail. Et cet afflux d'éléments prolétariens et révolutionnaires venant augmenter d'autant le déjà puissant organisation confédérale devait inquiéter les tenants du communisme stationné en Espagne.

Le député communiste Hernandez (Jésus) devait être le premier à exhumer sa mauvaise humeur contre nos camarades (révoltant sans doute que les anarchistes espagnols n'aient point tous disparu lors des combats de rues contre les fascistes à Barcelone et à Madrid, batailles où, comme il se dit, le « camarade » Jésus Hernandez brillait par son absence), ou que nos amis ne fussent pas tous partis aux fronts de combat, laissant ainsi le champ libre à leurs « alliés » les communistes...

3

Dès le 7 août 1936, ce député communiste, élu très certainement grâce à un programme irrévolutionnaire, déclarait : que le mouvement espagnol n'avait rien de social, et qu'il ne s'agissait que d'une révolution démocratique-bourgeoise et de défense républicaine.

Quant aux anarchistes, disait notre auteur, qui préfèrent l'arrière-garde à la ligne de feu, il ne faut pas y attacher d'importance. Leurs intentions ne sont pas très claires, mais le peuple et les organismes officiels se dresseront contre eux.

Nous n'oublions rien savoir du communisme libertaire, disait-il. Au lendemain du triomphe, ils seront mis à la raison — d'ici là, il nous est impossible de nous débarrasser avec des éléments qui luttent à nos côtés.

Animés par un tel état d'esprit envers leurs alliés les anarchistes, les communistes espagnols, guidés et conseillés par les fonctionnaires du haut appareil de la III^e Internationale, tout spécialement envoyés de Moscou à Barcelone, Madrid et Valence, ne cessèrent pas de susciter les pires campagnes contre ceux qui n'obéissaient point aux injonctions et aux mots d'ordre du parti communiste d'Espagne, dont le programme farouchement révolutionnaire se résume ainsi :

« Nous luttons pour la République démocratique, et le respect des institutions républicaines, y compris la propriété privée. »

On assistera aux pires difficultés, on suscitera aujourd'hui quelques difficultés ; je n'oublierai jamais la partie décisive qu'ils ont prise à ces combats décisifs. Je suis résolu à tout faire pour ne pas me séparer d'eux dans l'organisation de l'Etat nouveau. »

On a vu, à l'occasion du complot contre la C.N.T.-F.A. I. perpétré par toutes les organisations non anarchistes de Catalogne les 3, 4, 5 et 6 mai, quelle fut la lamentable attitude du président de la Généralité. Pour mieux tenir ses promesses de ne jamais oublier ce que la Catalogne et, partant, la Généralité et ses politiciens, doivent à l'héroïque abnégation des ouvriers anarchistes, il traita la Catalogne ouvrière et révolutionnaire auprès des politiciens de Valence, et des impérialismes anglo-franco-russes.

Cela, nos camarades espagnols ne peuvent l'oublier, pas plus que les cadavres de Berneri, de Barbieri, de Francisco Ferrer, de Domingo Ascaso et des centaines d'autres victimes.

LUCIEN HAUSSARD.

Un plénum international de la F.A.I.

Peu après les événements du 3 mai, plusieurs groupes et organisations étrangères, dont l'Union anarchiste, avaient suggéré à la F.A.I. de prendre l'initiative d'une conférence internationale pour appeler au Congrès envisagé pour le 10 juillet, mais qui est repoussé maintenant à une date ultérieure.

Le Comité péninsulaire de la F.A.I. a adhéré à cette proposition et le plénum international est convoqué pour le 13 juin à Barcelone. La semaine prochaine nous en parlerons en détail.

La mise consiste dans l'industrialisation des fabriques de pâtes à papier avec de la paille de riz. Débuts encourageants.

MINES

Les gisements de chlorure de sodium de Cardona et ceux de potasse de Suria et Salent sont les seules exploitations de quelque importance en Catalogne.

Santillan, afin de valoriser les richesses minières a créé le C.A.B. (Commission pour utilisation, de la Bauxite). Cet organisme a effectué divers sondages et

Un an de gouvernement de Front Populaire

II

La dévaluation était-elle évitable? Non certes, si on voulait rester dans les limites du régime capitaliste, et comme le Gouvernement n'avait pas l'intention d'en sortir, tôt ou tard la dévaluation devenait une mesure inévitable par suite de l'endettement croissant de l'Etat.

Une série de mesures accompagnait cette dévaluation d'environ 25 %, venue trop tard pour apporter un soulagement sérieux à l'Etat : autorisation de la Banque de France pour les négociations d'or en lingots et barres et des monnaies d'or, création d'un fonds de 10 milliards de stabilisation des changes, le surplus disponible (6 milliards environ) devant être imputé au crédit des comptes d'avances provisoires consenties au Trésor en vertu de la convention du 18 juin. Il ne restait, en définitive, rien au Gouvernement pour le lendemain.

Le Gouvernement, aux abois malgré la dévaluation, dut, pour faire face à ses engagements, négocier, sous couvert de combler le déficit des réseaux, un emprunt avec des banques anglaises avant la fin de l'année.

C'est ainsi que le gouvernement de Front populaire arriva au terme d'une année ferile en événements sociaux d'importance.

Nous avons passé sur certaines mesures prises par le Front populaire, notamment la création de l'Office du blé, la nationalisation des fabrications de guerre, qui auraient pu constituer les germes d'une nouvelle organisation sociale. Or, dès la mise en discussion de ces mesures, on s'est aperçu que leur mise en application ne répondait pas du tout aux aspirations que de nombreux travailleurs avaient mises en elles. L'étalement n'est pas un moyen à préconiser l'emploi par le prolétariat ; il lui faut la gestion directe de ces organismes qui doivent, dit-on, assurer son bonheur.

L'année 1937 devait voir le Front populaire prendre des mesures qu'aucun autre gouvernement, même de droite, n'aurait peut-être prises.

En janvier, l'Etoile Nord-Africaine, faisant partie du Rassemblement populaire, est dissoute par le gouvernement Blum.

Après avoir profité des aspirations des peuples opprimés et les avoir soutenus, le gouvernement de Front populaire allait donner des gages aux colonialistes. La dissolution de l'Etoile Nord-Africaine fut le premier pas dans la voie de la répression anti-ouvrière et anti-humaine.

Depuis le 19 juillet 1936, en réponse au coup de force des militaires espagnols, la classe ouvrière de ce pays s'était dressée tout entière contre la dictature. Le gouvernement Blum, soucieux, comme il fallait s'y attendre, de la défense de l'imperialisme français, devait prendre en cette circonstance des mesures particulièrement odieuses, contraires même au droit international bourgeois. On a cédé beaucoup parlé et écrit sur cette question. Beaucoup ont dit que le gouvernement Blum avait sauvé la paix et ainsi bien mérité du prolétariat. Nous nous permettons d'être d'un avis différent. Nous n'avons jamais demandé l'intervention officielle du gouvernement français dans les affaires d'Espagne, ce que nous avons toujours demandé, c'est qu'il laisse la classe ouvrière française faire son devoir de solidarité envers ses camarades espagnols. Et nous disons que les mesures prises vis-à-vis de ces derniers sont des mesures contraires, non seulement aux intérêts de notre classe ouvrière, mais aussi à ceux du prolétariat mondial. C'est un coup de coude porté dans le dos de la révolution sociale.

Le 20 février, par une première mesure, l'interdiction des volontaires pour l'Espagne étant votée, le contrôle de cette mesure fut mis sur pied.

Les 4 et 5 mars, incidents sanglants à Metlaoui et à Djebel M'Dilla (Tunisie), faisant respectivement 21 et 4 morts, la gendarmerie et la troupe ayant tiré sur les grévistes indigènes des mines de phosphates. Cette accentuation de la lutte contre les revendications des travailleurs coloniaux ne suscita pas la réaction qu'un pareil événement eût dû normalement produire. Nous ne devons pourtant pas oublier que nous sommes solidaires de tous les travailleurs du monde, quels que soient leur pays ou la couleur de leur peau, et n'oublions pas que c'est par des mesures de cet ordre que le Front populaire espagnol a jeté les Marocains dans les bras de Franco.

Dans un pays comme la France, la question coloniale est extrêmement importante. La négliger serait courir au pire.

Le même mois devait encore nous faire assister à un « tournant » de la politique du Front populaire. Il peut être placé sous le signe du « retour au libéralisme monétaire et financier ». Cette volte-face devait réjouir nos bons possédants ; par leur patience, leurs intrigues, ces derniers triomphaient. Les déclarations de Blum et Auriol, en Juillet et Septembre dernier étaient renoncées, les mesures prises au moment de la dévaluation supprimées : suppression de l'autorisation de la Banque de France pour la négociation de l'or à l'intérieur, achat de l'or au cours du jour sans justification d'identité, le tout sanctionné par un grand emprunt de la Défense Nationale.

Ce tournant consacrant définitivement la faillite du Front populaire allait mener petit à petit à la fameuse « pause ». Car il ne fallait pas brusquer les affaires, le prolétariat pouvant peut-être comprendre et alors... nos politiciens ne pouvaient sans frémir songer à pareille éventualité.

Et c'est la nuit de Clémilly, du 16 au 17 mars, la manifestation du P.S.F., la contre-manifestation ouvrière : 5 morts, 300 blessés. Après Metlaoui et Djebel M'Dilla, Clémilly vient démontrer une fois de plus, si cela était nécessaire, qu'un gouvernement quel qu'il soit ne peut faire en régime capitaliste qu'une politique bourgeoise.

La grève générale d'une demi-journée, organisée le 18 mars par l'Union des Syndicats de la Région Parisienne, ne réussira pas à laver le gouvernement de Front populaire du sang dont il s'est couvert.

En politique étrangère, c'est le contrôle terrestre et maritime des frontières espagnoles, l'étranglement définitif de la révolution espagnole.

En politique intérieure, Blum, dans son discours à la Chambre du 7 mai, déclare :

« Après la pause économique, le Gouvernement souhaite la pause morale. Jamais le pays n'a eu plus soif de concorde civique, plus d'aversion pour toutes les formes de la violence. »

Ainsi plus de revendications pouvant gêner MM. les capitalistes, du calme, beaucoup de calme, voilà ce qui est demandé au prolétariat. Au moment où les avantages obtenus sont grignotés chaque jour par la hausse du coût de la vie (indice 486 pour le premier trimestre 1936, à Paris, pour une famille de quatre personnes, indice 581 pour le premier trimestre 1937), on demande aux ouvriers de rester chez eux.

Et L. Blum conclut : « Respect des droits mutuels, tel est le vœu certain de la nation. »

Il y a deux jours, M. Baldwin prononçait des paroles belles et touchantes pour convier à la coopération capital et travail.

« Les jours présents sont la grande épreuve de la démocratie. »

« La démocratie française saura démontrer qu'elle sait combiner l'esprit de progrès avec l'esprit d'ordre et de sagesse, de même qu'elle saura combiner au besoin son attachement aux institutions de liberté et aux procédures pacifiques avec l'esprit de décision et d'énergie. »

Voilà où nous avons mené un an de gouvernement de Front populaire, à la reconnaissance des « droits » du patronat, à la « réputation de toutes les formes de violence », c'est-à-dire à la négation même du mouvement ouvrier (Ex. l'arbitrage obligatoire).

Mais le plus typique dans cet exposé est certainement le paternage sous lequel se place L. Blum, celui de Baldwin, le chef conservateur anglais, pour « convier à la coopération capital et travail ». Le Front populaire à la remorque des conservateurs anglais, voilà qui, à première vue, peut paraître ahurissant, mais qui n'est cependant que l'aboutissement logique de la politique du gouvernement actuel, politique d'entente anglo-française, celle des impérialismes russes.

Cette politique est celle de l'Union Sacrée. S'il ne réagit pas, le prolétariat français sera appellé un jour l'autre à prendre les armes pour la « défense des libertés démocratiques et des conquêtes ouvrières », c'est-à-dire, en réalité, pour la défense des capitalistes français. Nous ne pouvons, en aucun cas, nous identifier avec nos exploiteurs, nous sommes toujours en régime capitaliste (Ex. : renvoi d'ouvriers syndiqués, poursuites contre la presse révolutionnaire, etc.), nous n'avons donc pas d'intérêts communs, en conséquence notre politique ne peut être qu'autonome, basée sur la préparation de la révolution sociale et une solidarité ouvrière internationale agissante.

Sur le terrain syndical, la reconduction pure et simple des contrats collectifs pour six mois sans consultation des intéressés venant après la souscription de la Commission administrative de la C.G.T. au dernier emprunt de la Défense Nationale, nous montre la « valeur » des responsables syndicaux. La gangrène infecte actuellement tous les organismes du mouvement ouvrier. Une réaction salutaire des éléments de base peut seule empêcher l'irréparable.

L. S.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

(Suite de la 1^{re} page)

On reprochera au Front populaire d'avoir entretenu cette confusion morale, d'avoir ainsi contribué à désarmer moralement le prolétariat. Faut-il d'ailleurs s'étonner de l'abandon du principe essentiel du socialisme, de celui qui s'inscrit en termes inoubliables dans le Manifeste Communiste de 1847 : « Les prolétaires n'ont pas de patrie ? » Non. Il était dans la logique même de l'expérience qui confiait à des ministres socialistes le soin de défendre les positions impérialistes de la France. Pour garder cet héritage, pour le transmettre intact à nos arrière-neveux, il fallait jeter des milliards dans le gouffre de la préparation à la guerre; il fallait que le populaire fût invité à « voir et complémenter » l'armée française comme au temps du général Boulanger; il fallait pratiquer le jeu impérialiste dans toute sa vigueur, dans toutes ses nuances; il fallait faire cette politique des « blocs » qui tourne le dos au désarmement et nous conduit droit à la guerre.

L'autre issue?... Mais c'était l'issue révolutionnaire. Et un gouvernement ne fait pas de révolution. Il est là pour l'empêcher.

LASHORTES.

Jean MARESTAN

L'ÉDUCATION SEXUELLE

Edition revue, augmentée
de chapitres nouveaux

En vente au *Libertaire*: 15 fr.
Franco: 16 fr. 50

LA VOIX DES CHOMEURS

A propos de la retraite des vieux

Les chômeurs ne peuvent être d'accord avec la thèse soutenue par Morin dans le dernier numéro du *Libertaire*.

Les anarchistes ne sauront l'être davantage. Revendiquer pour les vieux le droit au travail c'est permettre la prolongation du temps d'esclavage toujours trop long pour les travailleurs. Les anarchistes luttent pour la diminution de la peine des travaux forcés à laquelle le régime capitaliste condamne les prolétaires et, en aucun cas, ils ne peuvent se prononcer pour l'aggravation de cette peine.

Il s'agit d'exiger pour nos vieux des conditions de vie convenables, non pas par le travail, mais par l'allocation d'une indemnité qui ne doit pas être inférieure à un minimum vital établi d'après l'indice du coût de la vie.

Il en est de même pour l'allocation de chômage attribuée à travers des règlements qui permettent toutes les iniquités, tous les abus et toutes les faveurs.

Le prolétariat doit abandonner l'attitude de soumission qu'il observe servilement depuis des siècles.

Il doit arracher à la féodalité capitaliste l'indépendance basée sur un minimum vital en faveur de tous ceux qui sont rejetés hors de la production. Il appartient aux organisations syndicales de déterminer ce minimum vital, d'après les fluctuations du coût de la vie, comme il leur appartient de fixer l'âge d'incorporation et de retrait de la production d'après le développement du machinisme et de la technique.

Le syndicalisme doit revendiquer la totalité du pouvoir en matière économique, comme les communies groupées en fédérations doivent revendiquer toute l'organisation sociale.

Le syndicalisme ne doit pas être une machine à cotiser ou à collecter à tout propos, il n'a que faire de dirigeants qui se livrent aux marchands les plus éhontés avec les fricoteurs de la politique.

Les projets de lois présentés par les marchands de chansons des Folies-Bourgeoises ne peuvent satisfaire personne, car, en régime capitaliste, le financement de toutes les réformes sociales est toujours, en fin de compte, supporté par le prolétariat et tout est toujours à recommencer. Ce gouvernement « d'affront populaire » est dans l'impossibilité de réaliser son programme.

Il se heurte à des difficultés financières telles que ces réalisations s'avèrent impossibles sans de nouvelles réformes de structure si profondes qu'elles mettent en péril le régime dans lequel il se trouve.

Tant que ce régime subsistera, quels que soient les hommes au pouvoir le lot de la classe ouvrière sera fait de souffrances de larmes et de sang. Le bien-être du peuple ne peut venir que d'une sage économie réalisée par les travailleurs eux-mêmes, dans le cadre d'une société communiste-impérialiste qui ne renfermera ni oppresseurs ni opprimés.

Pour réaliser ce programme il faut que le prolétariat ait le courage de se débarrasser de ses parasites, c'est-à-dire de ses chefs. Pour cela, tous les moyens sont bons.

Aussi longtemps qu'il n'aura rien à attendre de nouvelles chaînes.

Le peuple est maître de sa destinée. S'il veut, il peut tout changer. Il est donc mal fondé de se plaindre.

— Mais il n'ose pas...

— Alors qu'il ose 1...

H. Geuffroy.

Réunions et Conférences de la semaine

Jeudi 10 juin

ISSY-LES-MOULINEAUX, à 21 heures, chez Nicolle, 194, av. de Verdun.

CAUSERIE EDUCATIVE

Orateur : Guyard.

* * *

MALAKOFF, à 20 h. 30, salle de la Coopérative, 43, rue Victor-Hugo, à Malakoff.

CONFERENCE PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

LA QUESTION ALGERIENNE ET L'ORGANISATION SOCIALE

Orateurs : Saïd Mohamed, Gégo.

* * *

PARIS 19^e AR., à 20 h. 30, Salle Pescatori, 25, rue Riquet.

CONFERENCE PAR LA CHANSON

Charles d'Avray dans ses œuvres, Henri Guérin dans les œuvres de Gaston Couté. Allocution par Doutreau de l'U. A.

* * *

Mardi 15 juin

LA COURNEUVE, à 21 heures, salle de la Renaissance, 107, route de Flandre.

CAUSERIE EDUCATIVE

sur : LE ROLE DE L'ORGANISATION

Orateur : R. Coudry.

* * *

jeudi 17 juin

XI^e J. A. C., à 21 heures, salle Marguerite, 6, rue Popincourt.

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

LA VERITE SUR L'ESPAGNE

Orateurs : Coudry, Ringea, Barzangette, Doutreau.

* * *

jeudi 24 juin

AUBERVILLIERS, à 20 h. 30, salle Goubert, rue des Postes.

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

L'ANARCHISME

Orateurs : Frémont, Barzangette, Coudry.

* * *

jeudi 1^{er} juillet

LA COURNEUVE, à 21 heures, salle de la Renaissance, 107, route de Flandre.

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

LE BOURGOGNE-BILLANCOURT

Orateur : R. Coudry.

* * *

jeudi 8^{me} juillet

LA COURNEUVE, à 21 heures, 107, route de Flandre.

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

LE BOURGOGNE-BILLANCOURT

Orateur : R. Coudry.

PARIS-BANLIEUE

PARIS-XIV^e

Vendredi 4 juin le groupe du XIV^e organisait un meeting pour l'amnistie et pour la suppression des bagnes de gosses.

Environ deux cents personnes avaient répondu à notre appel ; nous regrettons qu'il n'y en ait pas eu plus, surtout pour un sujet aussi humain.

Les camarades Mathieu, Doutreau, Patomé, Lorain ainsi que Suzanne Lévy nous ont écrit avec toute leur sensibilité humaine les souffrances des hommes dans les bagnes.

Ils ont demandé au rassemblement populaire que devient l'article premier « amnistie totale ».

Une collecte pour les emprisonnés militaires a rapporté 53 fr. 60.

Le Groupe du XIV^e.

BOBIGNY

Nous rappelons aux camarades prolétaires trompés par la démagogie du front populaire, qu'un groupe anarchiste (J.A.C.) (U.A.) se réunit tous les samedis soir à 8 h. 30 place Carnot du Tabac.

Malgré le nombre restreint de moyens financiers, le groupe intensifie sa propagande dans de nombreuses localités.

De nouvelles réunions sont envisagées pour relier les camarades par trop éloignés.

Les dates et lieux seront donnés par le Libétaire et par affiches dans les localités.

Devant les résultats obtenus, nous prions tous les camarades de venir rejoindre notre mouvement pour combattre le capitalisme et ses soutiens qui sous les masques du parti communiste et socialiste entraînent le prolétariat dans la collaboration de classe et l'union sacrée.

Pour le groupe : R. B.

INTERCOMMUNAL BANLIEUE-SUD (GENTILLY)

Des attaques qui nous honorent

Vendredi 4 juin se tenait, à la mairie, un meeting communiste où l'on devait décornercier d'importance M. le commissaire de police.

Pourquoi ? Tout simplement parce que la police, au cours d'une rafle avait arrêté et quelqu'un malmené quelques communistes locaux.

Naturellement comme aux plus beaux jours du P. C., quand il était révolutionnaire, grand brame-bas contre les flics, etc., etc., mais au meeting, il en fut très peu question, les discours contre l'autorité devinrent contre les anarchistes qui se permettent par affiches de rétablir la vérité sur les derniers événements de Barcelone et de dénoncer l'attitude contre-révolutionnaire des Staliniens exportés en Espagne. « Le Libétaire », fut, une fois de plus à l'honneur et nombreux furent ses articles lus à la tribune, sans doute pour prouver que nous ne sommes pas des girouettes.

Merci à tous.

A propos d'exclusions

C'est n'allait pas tout seul à la fameuse représentation où les rigolos Montrouillois ont prononcé l'exclusion des Nogentais coupables d'avoir osé dire quelques vérités aux « arrivistes communistes » — silence dans les rangs scrupuleux ! ! !

Les bonses avaient d'abord voulu faire leur partie, devant la combativité des camarades nogentais tout le monde put entrer. Ouverture de la séance, lecture des exclusions et la séance est levée. 2^e représentation dans une autre salle ; là un important service d'ordre et filtrage à l'entrée. Seuls de véritables individus sans scrupules et dont nous reparlerons, pénétraient pour entendre un jus du « sublime » vice-président de la chambre. Pas poli et lâche le petit monsieur ; il est probable que si l'endroit avait été public quelques calotes et « coups de pieds au cul » auraient été le pourboire de ce triste réveil.

Un exclu.

Cet engouement des jeunes, pour les partis disposant de moyens puissants ne durera pas. Très forts sont les moyens financiers de l'un ou l'autre coulé en un Pactole dans ses organisations multiples, de l'autre avec ses ministres et ses nombreux militaires casés dans les ministères. Si puissantes soient ces deux organisations, ils n'arriveront pas à endurer le filot du mécontentement, ni à faire sombrer l'esprit des revendications.

D'ici deux mois, les travailleurs compareront leur capacité d'achat d'ici y a un an et celle de la période à venir. Ils jugeront si les réformes sont incorporées dans la législation, ou sont entrées dans les faits. Ils constateront que non.

Un déchet de quinze pour cent est déjà noté dans les organisations syndicales où les permanents communistes pululent. Dégout ou désorientation doivent être la cause de ces luttes.

Les politiciens des deux partis du Front populaire ont bâclé à Amiens. Nous leur démontrons le contraire, par notre activité qui déjà s'est manifestée.

Le groupe a tiré un manifeste à cinq mille exemplaires relatant l'attitude de nos camarades en Espagne. Dix mille papillons ont été tirés. Trois causeries viennent de se terminer et furent faites dans différents quartiers pour refuter les mensonges et la calomnie déversés par les communistes, ces jésuites du socialisme. Nous continuons.

LYON

A quand les écoles anarchistes ?

Notre mouvement a pris une ampleur considérable, et il ne s'arrêtera plus dans sa féconde et combien satisfaisante progression. Mais avant d'aller plus loin et surtout pour nos « Jeunesse » il faut affirmer ce que nous avons toujours dans une société capitaliste tout ce qui est pour l'émanicipation, est appelé à agir sur du solide mouvant, si les cervaux, tous les cervaux ne sont pas suffisamment éduqués. Les partis politiques, ces scorpions, ayant nous — en ce sens — avec eux de pratique générale — l'ont compris, et l'exploitent. Aussi devons-nous, à intervalles régulières, organiser, comme eux, des causeries éducatives et des distributions de brochure. Ainsi et rien que de cette manière, tout en continuant, dans la rue, l'action directe, nous bâtrirons, d'une marche sûre et correcte, la moderne et humaine société anarchiste de demain. A Lyon, ce sera bientôt chose faite.

Maurice Cestron.

STAINS

En accord avec le Comité pour l'Espagne Libre le groupe libertaire de Stains a organisé une conférence filmée au profit des orphelinats.

Cette conférence a eu lieu le 1^{er} juin.

Malgré un boycott sournois, près de trois cents personnes enthousiastes vinrent apporter leur concours moral et effectif aux victimes de la guerre civile et internationale qui persiste en Espagne.

Ridel exposa magistralement l'histoire de l'Espagne jusqu'à nos jours et Frémont compléta cette démonstration en établissant la vérité sur la situation de la Catalogne et sur les derniers événements de Barcelone et leurs conséquences au point de vue révolutionnaire.

Une obstruction de la part de deux naclos fut vivement réprobée par l'ensemble de la salle ce qui prouve que non seulement il y a des anarchistes à Stains, mais il y a aussi des sympathisants qui n'ont pas l'intention de s'endormir ni de se laisser mener.

Cette première conférence, malgré le boycott politique nous a permis de verser trois cents francs (300 fr.) pour nos orphelinats espagnols.

Merci à tous.

Le Groupe Libertaire, de Stains.

VOIX DE PROVINCE

AMIENS

Les assemblées de masse se suivent mettant aux prises les partis du front populaire, chacun s'efforçant de présenter des boniments de choix. Le dernier en date fut un ministre d'Etat, un irresponsable, sans contrôle.

Ces assemblées tiennent du spectacle, par la mise en scène, le décorum, les cuivres des fanfares tonitruant, remuant les tripes des assistants. On se lève, on chante, on vocifère dans la salle, sur la tribune. Quatre, six orateurs maintiennent l'auditoire dans un état d'excitation.

Continuez Messieurs, vos meurs de fascistes rouges nous aiment des sympathies et ouvrent les yeux des militants de la base, sincères sans doute, mais trompés, mieux que par tous vos discours !

Le Groupe de Gentilly.

P. S. — Samedi 12 juin à 20 h. 30, réunion au Groupe, mairie de Bicêtre, salle du bas. Présence urgente de tous !

Une œuvre unique au monde

c'est

L'Encyclopédie Anarchiste

Cet ouvrage, d'une portée considérable et d'une immense utilité, est publié sous la direction de

SEBASTIEN FAURE

entouré de cent collaborateurs de toutes tendances et de toutes nationalités.



Ces quatre volumes, d'une reliure aussi élégante que solide, sont du format du Grand Larousse : 32 x 25.

Leur poids est de onze kilos environ. Ils forment un total de 3 000 pages, 432 000 lignes, 23 millions de lettres (la matière de 100 volumes de format courant).

C'est toute une bibliothèque de Philosophie, d'Histoire, de Science, d'Art, de Sociologie, de documentation sérieuse, de constatations inédites et d'aperçus originaux.

Le lecteur ne trouvera pas dans cette Encyclopédie tout ce que contiennent les autres ; mais il y trouvera tout ce que n'ose dire aucune autre Encyclopédie.

L'Encyclopédie Anarchiste représente un travail de dix années, auquel, sans autre rétribution que la joie de participer à un formidable labour de défrichement et d'éducation. Sébastien Faure et de nombreux et brillants collaborateurs : savants, artistes, philosophes, éducateurs, historiens, sociologues, spécialistes et techniciens, ont apporté leur part contributive.

Cet ouvrage a sa place dans toutes les bibliothèques sérieuses.

PRIX ET CONDITIONS DE VENTE :

Fr. 440

1^{er} au comptant, expédition françoise à domicile
2^{me} à terme, somme payable en 1/4 versements mensuels Fr. 475

Le 1^{er}, de Fr. 33 ; les 13 de Fr. 34 chacun ; expédition françoise à domicile (Tous frais d'emballage et de recouvrement des effets à la charge de l'envoyeur).

Toutes ces conditions s'entendent pour la France, l'Algérie, la Tunisie, la Corse et le Maroc.

Pour tous les autres pays, il sera compté, pour le transport, un supplément représentant la différence entre la prix réclamé par la Compagnie de chemin de fer et le prix moyen d'une expédition faite en France ou dans les colonies.

Nous demandons à nos amis étrangers, valoir de l'expédition de nos ressources, nous avons fait faire préparer, fait que, seule, la veille au COMPTANT, dont le coût fixe représente tout juste celui de notre prix de revient, aurait dû être envisagé.

Mais, soucieux de ne priver personne — et les travailleurs moins que tous autres — de la possession de ce remarquable ouvrage, nous l'avons, par d'appreciables facilités de paiement, mis à la portée de tous.

Il sera donc satisfait aux commandes, dans leur ordre de réception, sans aucun droit de priorité, et jusqu'à épuisement de la réserve, forcément limitée, dont nous disposons.

Adresser les Commandes à

" LA LIBRAIRIE SOCIOLOGIQUE "

1^{re}, Rue de Marengo, 14

a LILLE (Nord)

Compte Chèque Postal : Lille 346.28

(R. C. 61.587)

♦ L.I.C.P., Marseille. La prochaine A. G. aura lieu le 18 juin à 21 h. au siège, La Chope, 18, bd Garibaldi. Ordre du jour : R. I. G. M. « Barrage ». La section organise le 20 juin une sortie sur la calanque de Sormian. Rendez-vous à la Préfecture, départ du train de Mazargues, à 7 heures.

LA VIE DE L'U.A.

ATTENTION !

Tout ce qui concerne Le Libétaire doit être adressé à SCHECK, 9, rue de Bondy Paris (10^e). Les envois d'argent au chèque postal :

SCHECK André, 487-78, Paris.

♦ ♦ ♦

V^e et VI^e arr. — Tous les mercredis à 20 h. 30, salle d'Artagnan, 22, rue Broca.

IX^e arr. — Tous les lundis à 21 h. au Cadet, rue Cadet.

XII^e arr. — Réunion du groupe tous les mardis, 22, rue des Gobelins. Réunion commune avec la J.A.C.

XIV^e arr. — Tous les vendredis à 21 h. au café Papillon, 36, rue de Vanves. Ce sont tous les adhérents devront être présents.

XV^e arr. — Tous les vendredis, à 21 h., chez Orcel, 30, rue Saint-Charles.

XVI^e arr. et par Boulougne-Billancourt. — Tous les mardis, 21 h., chez Cuvillié, 50, avenue du Moulineau, Billancourt.

XVII^e arr. St-Ouen. — Tous les jeudis à 20 h. 30, 3, rue des Apennins.

XVIII^e arr. — Réunion tous les mercredis à 21 heures « Au Sans Souci », 100, rue Ordener.

XIX^e arr. — Tous les jeudis à 20 h. 30, 30, place du Marché, 158 bis, rue de Flandre.

XX^e arr. — Tous les mercredis, à 21 h., chez Lejeune, 67, rue Ménilmontant, au 1^{er} étage. La J. A. C. se réunit avec le groupe adultes.

♦ ♦ ♦

Asnières. — Tous les dimanches matin, à 9 h. 30, 1, rue de Metz, au coin de la rue du Mesnil, vente de « Libétaire » le jeudi et le vendredi au Bourguignon, le dimanche au marché des 4-Routes.

Bagnol. — Tous les vendredis à 20 h. 30, salle Weber, 43, rue Hache, Groupe d'Etudes Sociales, même salle. Permanence tous les dimanches matin, 10 h. 30, 12 bis.

Blanqui. — Tous les lundis, 20 h. 30, 30, 31, rue Ordener.

Clamart. — Le « Libétaire » est en vente au Café Gobert, 41, avenue du Bois-de-Boulogne.

Champigny. — Vendredi à 20 h. 30, chez Ferrier, 5, route de Villiers. On trouve le « Libétaire » à la Librairie près de la Mairie.

Chelles. — Réunion tous les quinze jours. Lieu habuel.

Clichy. — Tous les lundis soirs à 20 h. 30, au 92, rue de Paris.

Colombes. — Permanence au Groupe d'Etudes Sociales, 5, av. Kreiser (rue de la Reine-Henriette). Tous les samedis après-midi.

Drancy. — Tous les samedis, à 20 h. 30, salle Passebon, 50, avenue Marceau.

Ermont. — Tous les lundis à 9 h. 125 bis, rue de la Gare au fond de la cour à droite.

Ermont. — Ballade champêtre le dimanche 27 juillet en forêt de Saint-Leu, organisée avec le groupe Floréal. Départ gare du Nord.

Gennemilliers. — Tous les vendredis à 20 h. 30, 90, rue Saint-Denis.

Canton de Charenton. — Mercredi 16 juin à 20 h.

LE SUCCÈS DE L'EXPOSITION

Les visiteurs affluent...
et les ouvriers
du bâtiment vont
s'inscrire au chômage...

L'ORGANISATION NATIONALE
DES JEUNES TRAVAILLEURS CÉGETISTES

La Jeunesse Syndicaliste de France est formée

On nous pris d'insérer :

Enfin ! L'organisation nationale des jeunes travailleurs Cégetistes est née.

Enfin ! les Jeunesses syndicalistes de France sont légalement et officiellement constituées.

Enfin ! les jeunes syndiqués vont avoir la joie de travailler ensemble pour affirmer avec énergie leur idéal commun.

Enfin ! ils vont pouvoir former des cadres de jeunes appartenant spécifiquement à leur classe. Les jeunes ouvriers vont pouvoir forger de leurs propres mains leur milieu, leur vie et leur avenir.

Une vie sportive et une vie d'éducation rationnelle, une vie de gaîté, de loisirs, mais aussi une vie d'instruction technique et professionnelle.

Jeunes prolétaires, rallez en masse les formations naissantes des Jeunesses syndicalistes de France.

C'est dans le milieu créé par vous-mêmes que vous trouvez les conditions les meilleures pour dépasser votre activité débordante dans tous les domaines.

C'est dans votre propre milieu, sur le terrain positivement économique et social, que vous serez mieux en mesure de faire profiter tous les jeunes travailleurs manuels et intellectuels des enseignements et de l'expérience que nos aînés ont acquis dans l'âpre lutte de chaque instant.

L'œuvre à poursuivre par le syndicalisme est considérable et notre tâche à nous, les jeunes, c'est d'épauler nos militants chevronnés, débordés par un travail quotidien écrasant. Notre tâche à nous, c'est de préparer avec eux un courant d'activité syndicale positif dans notre grande C.G.T. de cinq millions de membres.

C'est de faire naître une émulation, un dynamisme et une mystique syndicaliste parmi les jeunes, afin que nous puissions donner le meilleur de nous-mêmes à la cause sacrée de la libération de la classe ouvrière et à son émanicipation intégrale.

C'est inspiré de ces sentiments que l'organisation nationale des Jeunesses syndicalistes de France est fondée.

Jeunes camarades syndiqués à la C.G.T., travailleurs manuels et intellectuels, vous êtes des autres. Venez à nous, nous serons avec vous.

Les camarades jeunes qui désirent adhérer aux Jeunesses syndicalistes de France sont priés de bien vouloir envoyer la demande ou se présenter personnellement au Secrétariat. Tout renseignement leur sera donné à la permanence : Cercle Victor-Griffuelles, 10, rue de Lancry, Paris-10^e, tous les jours, de 17 à 19 heures.

DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE

Vers l'action directe

Malgré l'habileté déployée par les partis composant le Front Populaire y compris les dirigeants confédéraux pour maintenir les travailleurs dans le calme, la discipline, c'est-à-dire l'inaction chère à Blum et Jouhaux, nous voyons chaque jour que cela ne peut durer bien longtemps.

Voici que peu à peu les organisations syndicales prennent position, et malgré tout le dévoilement au Front populaire des citoyens Nedelec et Armand, les travailleurs s'affirment et viennent de donner des avertissements sérieux à leurs dirigeants syndicaux.

Après les employés des Trams qui refusèrent de servir les combinaisons des hommes politiques, voici que les marins à leur tour passeront à l'action en déclarant que le temps des promesses avait assez duré, et que le gouvernement de Front Populaire ne devait pas être une entrave au bien-être social des travailleurs de la Mer.

Sans attendre les mots d'ordre de leurs chefs responsables, les marins immobilisèrent le port de Marseille, malgré les appels à la discipline de tous les politiciens. Les marins avaient compris le véritable sens de la lutte sociale, qu'ils n'étaient pas près à accepter les concessions du Front Populaire et de la C.G.T. et subir cette pauvre si nafaste à la cause des Travailleurs.

L'Union locale de Marseille avait pensé bon pour continuer la comédie de parade de convoquer un meeting pour protester contre les violations patronales des contrats collectifs, un défilé avait été prévu, mais le préfet s'y opposa.

Nos braves dirigeants s'incinèrent en bons disciplinés mais la foule des travailleurs manifesta sa volonté de passer outre. Un orateur vint parler de provocateurs et prêcha le calme.

Mal lui en prit, il fut accueilli aux cris de vendu, salaud, et l'action directe fut réclamée et acclamée avec insistance, mais nos courageux dirigeants s'étaient esquivés tremblant pour leur peau et leur promesse.

Voilà où en sont réduits maintenant tous ces mauvais bergers, mais patience déjà les signes précurseurs d'une réprobation monte de la foule des Travailleurs qui commencent à comprendre dans quelle impasse on voudrait les conduire.

Les métallurgistes viennent aujourd'hui d'apprendre à leurs délégués ce qu'est la politique de concessions, et parmi les métallurgistes du Nord, une opposition farouche semble se faire jour. Un secrétaire syndical pourrait nous fournir à ce sujet pas mal de renseignements, la réception dont il fut l'objet dans une réunion nous laisse croire que la volonté des travailleurs métallurgiques va bientôt s'affirmer contre le syndicalisme d'intérêt général et de collaboration de classes.

Continuons notre propagande plus que jamais. Formons des jeunes militants car c'est d'eux que dépend l'avenir; leur enthousiasme et leur ardeur nous encourageront à poursuivre la lutte sociale que nous menons depuis des années pour un syndicalisme de lutte de classes ayant un but bien déterminé : la suppression du salaire et de l'Etat, et la prise par les Travailleurs des moyens de production et d'échange.

Voilà où doit nous conduire le véritable syndicalisme révolutionnaire avec sa méthode d'action directe.

P. Gayte.

Syndicat des Frotteurs, Nettoyeurs, Nettoyesses

Délégués passez au siège, avenue Mathurin-Moreau. — Le Secrétaire général.

Le libertaire syndicaliste

L'AGITATION SYNDICALE EN AMÉRIQUE

Le conflit qui oppose les magnats de l'aciérie américaine au jeune Comité d'organisation industrielle qui dirige John Lewis symbolise et concrétise la lutte d'une conception médiévale de la production représentée par Ford contre l'unification nationale soutenu par Roosevelt et dont le syndicalisme de John Lewis semble être la transposition dans le monde du travail.

Le développement intense du capitalisme industriel et parallèlement la force croissante du prolétariat laissent peu de place en façade au rôle que joue le président Roosevelt. Le développement du conflit après les escarmouches de la General Motors semble reléguer au second plan les rôles des intermédiaires, politiciens démocrates, hommes de Wall Street et Roosevelt lui-même. Presque partout la police est impuissante à maintenir dans les limites légales les deux forces ouvrières et patronales qui s'affrontent dans un combat érige, avec des méthodes dont nos grévistes les plus sévères ne donnent qu'un équivalent lointain.

L'autorité sans borne des magnats de l'acier qui fraudent le fisc et se moquent des lois et de la police, ne répond plus au fameux plan de rationalisation économique de Roosevelt. La structure féodale de l'Etat américain semble elle-même en question, et il n'est pas douteux que l'autorité plus que relative, des gouverneurs vis-à-vis des magnats régionaux ne soit une tare que soulignera cruellement la violence des conflits en cours et qui permettra au président Roosevelt d'accélérer l'unification de l'Etat américain, suivant un plan politique-économique auquel le capitalisme industriel féodal est le plus sérieux obstacle.

Il serait insensé de croire que le prolétariat américain, par la grâce de John Lewis, est arrivé au point de maturité qui lui permettra de faire les jeunes, afin que nous puissions donner le meilleur de nous-mêmes à la cause sacrée de la libération de la classe ouvrière et à son émanicipation intégrale.

C'est inspiré de ces sentiments que l'organisation nationale des Jeunesses syndicalistes de France est fondée.

Jeunes camarades syndiqués à la C.G.T., travailleurs manuels et intellectuels, vous êtes des autres. Venez à nous, nous serons avec vous.

Les camarades jeunes qui désirent adhérer aux Jeunesses syndicalistes de France sont priés de bien vouloir envoyer la demande ou se présenter personnellement au Secrétariat. Tout renseignement leur sera donné à la permanence : Cercle Victor-Griffuelles, 10, rue de Lancry, Paris-10^e, tous les jours, de 17 à 19 heures.

DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE

Vers l'action directe

Malgré l'habileté déployée par les partis composant le Front Populaire y compris les dirigeants confédéraux pour maintenir les travailleurs dans le calme, la discipline, c'est-à-dire l'inaction chère à Blum et Jouhaux, nous voyons chaque jour que cela ne peut durer bien longtemps.

Voici que peu à peu les organisations syndicales prennent position, et malgré tout le dévoilement au Front populaire des citoyens Nedelec et Armand, les travailleurs s'affirment et viennent de donner des avertissements sérieux à leurs dirigeants syndicaux.

Après les employés des Trams qui refusèrent de servir les combinaisons des hommes politiques, voici que les marins à leur tour passeront à l'action en déclarant que le temps des promesses avait assez duré, et que le gouvernement de Front Populaire ne devait pas être une entrave au bien-être social des travailleurs de la Mer.

Sans attendre les mots d'ordre de leurs chefs responsables, les marins immobilisèrent le port de Marseille, malgré les appels à la discipline de tous les politiciens. Les marins avaient compris le véritable sens de la lutte sociale, qu'ils n'étaient pas près à accepter les concessions du Front Populaire et de la C.G.T. et subir cette pauvre si nafaste à la cause des Travailleurs.

L'Union locale de Marseille avait pensé bon pour continuer la comédie de parade de convoquer un meeting pour protester contre les violations patronales des contrats collectifs, un défilé avait été prévu, mais le préfet s'y opposa.

Nos braves dirigeants s'incinèrent en bons disciplinés mais la foule des travailleurs manifesta sa volonté de passer outre. Un orateur vint parler de provocateurs et prêcha le calme.

Mal lui en prit, il fut accueilli aux cris de vendu, salaud, et l'action directe fut réclamée et acclamée avec insistance, mais nos courageux dirigeants s'étaient esquivés tremblant pour leur peau et leur promesse.

Voilà où en sont réduits maintenant tous ces mauvais bergers, mais patience déjà les signes précurseurs d'une réprobation monte de la foule des Travailleurs qui commencent à comprendre dans quelle impasse on voudrait les conduire.

Les métallurgistes viennent aujourd'hui d'apprendre à leurs délégués ce qu'est la politique de concessions, et parmi les métallurgistes du Nord, une opposition farouche semble se faire jour. Un secrétaire syndical pourrait nous fournir à ce sujet pas mal de renseignements, la réception dont il fut l'objet dans une réunion nous laisse croire que la volonté des travailleurs métallurgiques va bientôt s'affirmer contre le syndicalisme d'intérêt général et de collaboration de classes.

Continuons notre propagande plus que jamais. Formons des jeunes militants car c'est d'eux que dépend l'avenir; leur enthousiasme et leur ardeur nous encourageront à poursuivre la lutte sociale que nous menons depuis des années pour un syndicalisme de lutte de classes ayant un but bien déterminé : la suppression du salaire et de l'Etat, et la prise par les Travailleurs des moyens de production et d'échange.

Voilà où doit nous conduire le véritable syndicalisme révolutionnaire avec sa méthode d'action directe.

P. Gayte.

Groupe anarchiste du Livre

Reunion le samedi 12 juin au LIBERTAIRE à 10 heures.

Compte rendu du travail relatif au journal.

Ce présent appel tient lieu de convocation pour tous les camarades du Livre.

son droit à des salaires convenables et à l'organisation syndicale sur le plan national, il accélère la marche du rassemblement de l'Amérique autour d'une conception économique nouvelle et d'appareil politique véritablement national.

La bourgeoisie américaine ne peut manquer d'ouvrir les yeux à la carence des gouvernements républicains qui ne peuvent, ni maintenir un patronat féodal dans les limites de la loi, ni aplatisse ses conflits avec un prolétariat dont la turbulence et la marche rapide à l'organisation révolutionnaire lui font redouter le pire pour les institutions bourgeois.

L'Etat d'Ohio est parcouru d'une vague de syndicalisme qui appelle la répression patronale sur des bases intolérables pour la bourgeoisie. La Republic Steel Corporation riposte aux grévistes qui affluent en masse au Comité d'organisation industrielle (C.I.O.) par des mesures de défense qui en font un véritable Etat dans l'Etat. La Republic Steel dispose d'une armée de jaunes ravitaillés militairement par plusieurs avions dans les usines isolées par les grévistes. Elle dispose d'une police dont la police d'Etat n'est que l'accessoire destiné à réprimer les manifestations de rues comme celle qui fit plusieurs morts le 31 mai à Chicago. Ford décide à son personnel ses conceptions économiques, politiques et morales dans ses fameux « Fordismes » apparut bien comme l'invincible potentiel, qui se moque des lois de l'Etat — et de la Confédération. Son intention d'accorder les 32 heures à ses quelque 150.000 ouvriers risque bien suivant les avis bourgeois de mettre l'industrie automobile américaine en position défavorable sur le marché mondial.

Le prolétariat profite consciencieusement du différend pour prendre ses positions révolutionnaires en unifiant sa lutte. Le C.I.O. est un progrès important.

Il est prévisible que la vague gréviste gagnera peu à peu le Sud où les conditions de travail imposées aux indigènes par les magnats appellent une réaction violente, que la dictature la plus effrénée sera impuissante à combattre.

L'étincelle révolutionnaire jaillit de partout sur la poudrière américaine. Il est certain que le syndicalisme d'action ne peut manquer, par retour d'influence l'économie et les mouvements révolutionnaires européens.

LUG DAURAT.

Chez les Employés de Banque

OBEIR OU COMPRENDRE

Ainsi la C. G. T. n'a pas mis un an à décevoir à la fois ses militants et ses syndiqués, et disons tout de suite que c'est là le résultat de la collaboration de la C. G. T. avec le gouvernement, lequel après avoir volé la confiance des ouvriers en leur laissant royalement tomber quelques miègues, exige maintenant de la C. G. T. qu'elle obtienne de ses adhérents une obéissance et une soumission aveugles à ses exigences.

De cette façon, le gouvernement de Front populaire va calmer les alarmes du capitalisme dont il a besoin.

Il suffit, après avoir fait enrager le chien en lui montrant de loin quelques belles saucisses qu'il ne croquera jamais, de tirer un peu sur la laisse pour que tout rentre dans l'ordre et que le patronat reprenne de la guerre.

Qu'en est juge :

Les secrétaires des sous-sections de la Chambre Syndicale des Employés de Banque et de Bourg viennent de recevoir cette circulaire :

Cher camarade,
Les secrétaires de sous-sections et les membres des bureaux des grandes sous-sections doivent s'attacher de plus en plus à élargir le cadre de nos militants en formant et éduquant de nouveaux camarades. Tout en s'efforçant de traduire exactement les désirs et la volonté des employés, ils ont à stimuler leur combativité, mais aussi à leur expliquer les difficultés de l'action syndicale (qui connaît bien les anciens syndiqués) et parfois à freiner certaines impatiences. Ils doivent en un mot, se considérer comme des dirigeants et par conséquent savoir déjouer les manœuvres de l'adversaire.

Ainsi les dirigeants de la Chambre syndicale ont actulement pour mission, nous dirons même pour consigne de prêcher et de faire obéir par les militants des sous-sections, le calme et la patience ! Un frein !.. Il faut bien à l'ardeur des syndicats qui réclament leur droit à la vie. Il ne faut pas que les brébis égarées trop vite les pauvres loups : banquiers, industriels, bourgeois rapaces et féroces. Ils sont tellement appauvris depuis juillet 1936 qu'il faut bien les laisser souffrir un peu, il faut bien faire la pause, cette fameuse pause qui leur permettra de se reposer, de se remettre à flot, car les ouvriers les ont ruinés depuis un an avec leurs exigences injustifiées, augmentations, vacances payées, quarante heures, etc... Personne ne nous dira que chaque avantage (?) arraché par l'ouvrier ou l'employé au patron a été reconnu par celui-ci, qui de ce fait est encore plus qu'avant. Ainsi dans la Banque, pour ne citer qu'un exemple entre mille, les comptes des clients, le gain à la pause, la rémunération de la circulation de Front populaire, continuaient à ouvrir les portes de son établissement à la rare clientèle.

Par l'entremise du Préfet, des pourparlers s'engagent entre le patronat et Bastelicla, secrétaire du syndicat des employés. Après huit jours de lutte, les ouvriers ont repris le travail, mais dans quelles conditions ? Par une nouvelle victoire ? Non ! cette fin de grève marque au contraire la défaite parce que Plaiff eut gain de cause contre ses intérêts, il devra fatalement surmonter sa révolte.

Conclusion inique car avec de pareilles méthodes on décourage la classe ouvrière et nul doute que dans cette affaire, la classe ouvrière a été trahie et que Bastelicla est responsable d'une telle défaite car jamais il n'aurait dû capituler. Plutôt que décréter la grève générale de sa corporation, ce renardeau a préféré sacrifier des ouvriers tout en leur promettant de s'intéresser à leur sort.

L. Bregliano.

Dans les boîtes et sur les chantiers

ETABLISSEMENTS CARNAUD A BOULOGNE

Lors d'une réunion syndicale de l'ensemble de l'usine, un délégué bolchevik tenta de saisir les camarades anarchistes.

Pour son malheur, deux camarades lui donnèrent la réplique et rétablirent la vérité sur ce que sont les anarchistes.

Devant la réaction de la salle, le délégué essaya mais en vain de faire mousser Timbault, le Timbault qui le lendemain